



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DSSP-025-0199

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

**Arrêté préfectoral n°82-DDPP-25 portant modification des conditions d'exploitation
de l'usine dite « 2 »
Sibelco Green Solutions à Saint-Romain le Puy (42610)**

Le préfet de la Loire

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté n° 2-DDPP-25 du 10 janvier 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 03/08/2016 autorisant la société SOLOVER à exploiter une installation de traitement du verre sur la commune de SAINT-ROMAIN-LE-PUY ;

Vu l'arrêté préfectoral 379-DDPP-23 du 29/09/2023 portant changement d'exploitant au profit de la société Sibelco Green Solutions ;

Vu le dossier de porté à connaissance des modifications des conditions d'exploitation déposé le 24/12/2024 par la société Sibelco Green Solutions en vue de pouvoir traiter sur cette installation un flux de déchets de verre creux, en plus du verre plat ;

Vu la décision après examen au cas par cas du 11 mars 2025 de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 5 mars 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier recommandé du 19 mars 2025 conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement,

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriel du 16 avril 2025 ;

Considérant que la demande consiste à modifier de manière permanente les conditions d'exploitation et comprend l'accueil, le stockage et le traitement du verre creux, provenant principalement de la collecte sélective des emballages en verre ménagers.

La quantité de produits traités étant alors de 400 tonnes par jour avec la répartition suivante :

- 1/3 de verre plat,
- 2/3 de verre creux

Considérant que le process de traitement n'est pas modifié, et intègre une étape de séchage par contact direct avec les gaz de combustion ;

Considérant que les effluents aqueux sont susceptibles d'être modifiés puisque le verre creux provenant de la collecte sélective des ménages contient une quantité importante de matière organique provenant du contenu des emballages ;

Considérant en conséquence que les eaux pluviales ruisselant sur ces déchets et la plateforme est susceptible de se charger en polluants organiques ;

Considérant que les valeurs limites d'émissions pour ces rejets aqueux doivent être modifiées pour intégrer ces polluants ;

Considérant que l'exploitant a prévu de compléter son dispositif de réduction des émissions sonores en capotant la trémie d'alimentation ;

Considérant qu'il convient de vérifier l'efficacité de l'ensemble de ces dispositifs par la réalisation d'une mesure des niveaux acoustiques ;

Considérant les observations du demandeur sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRETE

Article 1^{er} – Identification

La société SIBELCO GREEN SOLUTIONS (SIRET 33470873200162), dont le siège social est situé Chemin du Meunier Noir – 02 880 CROUY, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son installation de traitement de déchets de verre dite « usine 2 » située 2 Route de Chézieu – 42 610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, et des actes antérieurs modifiés et complétés par ceux du présent arrêté.

Article 2 – Installations classées

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 03/08/2016 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé simplifié	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Traitement de déchets de verre plat et de verre creux y compris séchage par contact direct	Capacité maximale de traitement 400 t/j puissance thermique du sècheur 1,5 MW	A

(*) A (autorisation)

Article 3 – Rejet des effluents atmosphériques

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2016 est modifié comme suit :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit humide en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Puissance en kW	Combustible
1	Séchage, refroidissement dépoussiérage	9,5	1,79	99	12	1500	Gaz naturel

Article 4 – Rejet des effluents aqueux

L'article 4.3.3. de l'arrêté du 03/08/2016 est modifié comme suit :

Localisation des points de rejet :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Traitement avant rejet
1	Eaux usées domestiques	Infiltration dans le milieu naturel	Système d'assainissement autonome
2	Eaux pluviales (toiture et ruissellement)	Fossé de la route d'accès de la zone de Chézieu au Nord-est du site	Bassin de rétention de 591 m ³ Filtres à charbons actifs aérés Séparateur d'hydrocarbures

L'article 4.3.8 de l'arrêté du 03/08/2016 est modifié comme suit :

Valeurs limites d'émission :

Les seuls rejets d'effluents aqueux sont constitués des eaux pluviales de toiture et de ruissellement. Ils respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°2
		Concentration maximale (mg/l)
température		Inférieure à 30 °C
pH		Compris entre 5,5 et 8,5
MEST	1305	100
DBO5	1313	100
DCO	1314	300
Hydrocarbures totaux	7009	10

Article 5 – Prévention des nuisances sonores

L'exploitant complète son dispositif de réduction des émissions sonores par le capotage de la trémie d'alimentation sous un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté.

Un contrôle des émissions acoustiques est réalisée dans l'année suivant la mise en œuvre de la modification sollicitée et après réalisation du capotage.

Par la suite, la fréquence de surveillance des émissions sonore est inchangée (3 ans).

Article 6 – Dispositions spécifiques au traitement du déchet de verre

L'article 9.4.1 de l'arrêté du 03/08/2016 est modifié comme suit :

Déchets entrants dans l'installation :

Seuls pourront être acceptés dans l'installation des déchets non dangereux.

L'installation traitera uniquement des déchets de verre :

- verre plat (verre float, verre Low E (basse émissivité), verre Top N, verre de couleur, verre de miroir (argenté), verre feuilleté, verre trempé (sécurité), verre double vitrage, pare-brise de véhicule léger et véhicule lourd)

Code CED	
16 01 20	Verre (VHU)
17 02 02	Verre (déconstruction et démolition)

- verre creux provenant de la collecte sélective des ménages.

Code CED	
15 01 07	Emballages en verre
20 01 02	Verre (déchets municipaux)

La quantité maximale de stockage est de : 60 000 tonnes.

La réception des déchets s'effectue sur les plages horaires suivantes :

- du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et 13h30 à 17h30.

Le traitement est réalisé du lundi au vendredi 24h/24. De façon exceptionnelle, il pourra être réalisé le samedi. L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection le détail des samedis durant lesquels le traitement a été effectué.

Les déchets générés par le processus de traitement sont les suivants :

Code CED	
19 12 01	Papier et carton
19 12 02	Métaux ferreux
19 12 03	Métaux non ferreux
19 12 04	Matières plastiques et caoutchouc
19 12 05	Verre
19 12 12	Autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11 (fines dépoussiérage, DIB)

Les autres déchets générés sur le site sont issus de l'entretien du bassin et du séparateur d'hydrocarbures (code CED 13 05 XX - contenu de séparateurs eau/hydrocarbures) et de l'entretien des installations (huiles, hydrocarbures, matériaux souillés...).

Article 7 – Autres dispositions

Les autres dispositions de l'arrêté du 03/08/2016 sont inchangées.

Article 8 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévues au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la protection des populations – 10, rue Claudius Buard – 42014 Saint-Etienne cedex 02 et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du

délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de juridiction administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.


Article 9 – Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 10 – Exécution

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire de St-Romain le Puy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Etienne, le 17 avril 2025

Pour le Préfet
et par subdélégation
La Directrice Départementale adjointe
de la Protection des Populations

Patricia ROOSE

Copie :

- Société Sibelco Green Solutions
- Sous-préfecture de Montbrison
- DREAL 42
- Mairie de St-Romain le Puy
- Archives
- Chrono

